

L'EUROPE EN BREF



Lettre d'information bimensuelle de la délégation
Auvergne - Rhône-Alpes à Bruxelles



La Région
Auvergne-Rhône-Alpes

N°46 du 30 novembre 2017

UNES

REDYNAMISER L'ÉDUCATION : OBJECTIF 2025



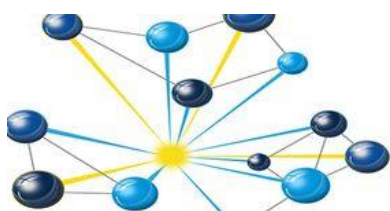
Remettre l'éducation au centre du jeu, telle est l'ambition de [Jyrki Katainen](#), Vice-président de la Commission à l'Emploi, la croissance, l'investissement et la compétitivité.

Alerté par le dernier [rapport](#) de la Commission au sujet de l'éducation et de la formation, le Commissaire [Jyrki Katainen](#) demande que les États membres remettent l'éducation au centre de leurs préoccupations et y consacrent 5% de leur PIB.

L'Europe semblant très loin des objectifs de la [Stratégie Europe 2020 en matière d'éducation](#), les Commissaires se mobilisent sur la cible 2025.

Dans une [communication](#) adoptée le 14 novembre dernier, la Commission a proposé aux dirigeants des États membres plusieurs pistes parmi lesquelles un nouveau référentiel de fin de deuxième cycle basé sur la maîtrise de plusieurs langues, une carte d'étudiant européenne favorisant la mobilité, l'établissement d'un objectif de 25% de personnes qui s'engagent dans un processus de formation continue (lifelong learning), ou encore le renforcement de la reconnaissance des diplômes par une refonte du processus de Bologne et un plan d'action pour l'enseignement numérique.

L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DE LA VANGUARD INITIATIVE RÉUNIE À BRUXELLES



Le réseau s'est élargi à de nouvelles Régions et compte peser sur les réflexions de la Commission sur le futur programme cadre post-Horizon 2020.

Le réseau [Vanguard Initiative](#), rassemblant les régions les plus industrialisées d'Europe, s'est réuni le 22 novembre pour son assemblée générale afin de réunir les élus des membres du réseau. De nouvelles Régions (Province Autonome de Trento, Basse-Autriche, Slovénie, Comtés d'Örebro et de Värmland en Suède) ont rejoint les 33 adhérents existants dont Auvergne-Rhône-Alpes (membre depuis 2014), donnant de nouveaux horizons à la fois géographiques et industriels à la Vanguard Initiative.

Un état d'avancement des 5 différents pilotes a montré une maturité certaine dans l'avancement des projets de co-investissement dans les démonstrateurs en particulier sur « [Efficient Sustainable Manufacturing](#) ». Le point bloquant reste la complexité et l'insuffisance des instruments financiers mis à disposition par la Commission européenne pour permettre des financements plurirégionaux : sur ce point, un des membres du cabinet du Président de la Commission Jean-Claude Juncker, a confirmé réfléchir à de nouveaux dispositifs dans le cadre du futur programme cadre post-2020.

ARTICLES

E-COMMERCE : VERS LA FIN DU GÉOBLOCAGE



Un accord inter-institutionnel met fin au blocage injustifié pour les consommateurs désirant acheter des produits ou des services en ligne dans l'Union.

Cet [accord](#) entre Parlement européen, Conseil et Commission conclu dans la nuit du 20 au 21 novembre oblige les commerçants à rendre leurs biens et services accessibles à tous les consommateurs européens sans discrimination en termes de prix, de vente ou de conditions de paiement. Sont couverts la vente de biens sans livraison physique et la vente de services fournis par voie électronique ou dans un lieu physique précis.

Ce texte, qui a fait l'objet d'âpres et longues négociations, est considéré comme prioritaire pour la construction d'un véritable marché unique numérique. Le texte entrera en vigueur neuf mois après sa publication au Journal officiel.

« *La vie du Père Noël sera donc facilitée pour Noël 2018* » souligne ainsi le Vice-président de la Commission chargé du Marché unique numérique, [Andrus Ansip](#).

Néanmoins la commissaire [Elżbieta Bieńkowska](#), chargée du Marché intérieur, de l'industrie, de l'entrepreneuriat et des PME, a rappelé qu'il restait une prochaine étape : « *Faire baisser les prix de la livraison transfrontière de colis, qui restent dissuasifs pour l'achat et la vente de produits entre pays de l'Union.* »

UNE DÉFENSE EUROPÉENNE PAS À PAS



Coopération structurée permanente, mobilité militaire : le sujet de la Défense est au cœur des préoccupations de la Commission et des dirigeants des États membres.

[Federica Mogherini](#), Haute Représentante et Vice-présidente de la Commission pour les Affaires étrangères et la politique de sécurité, n'avait pas de mots assez forts pour exprimer sa satisfaction le 13 novembre dernier, à l'issue d'une rencontre avec les ministres des 23 États membres qui se sont entendus sur une [coopération structurée permanente](#) en matière de Défense.

Parlant d'un moment historique, elle a accueilli positivement la décision de ces États de développer conjointement des capacités de défense et d'investir dans des projets communs pour renforcer la préparation opérationnelle. La Haute Représentante de l'UE pour les Affaires étrangères et la politique de sécurité soutient cette coopération, et espère que le texte sera adopté par le Conseil « Affaires étrangères » qui doit se réunir le 11 décembre.

Parallèlement à cette coopération, la [commissaire européenne au Transport, Violetta Bulc](#), a lancé le 10 novembre, une [feuille de route](#) en faveur de la mobilité militaire, qu'il s'agisse des personnels ou d'équipements, sur le territoire de l'Union. La feuille de route touche des domaines aussi variés que les douanes, le transport de matières dangereuses, les procédures nationales, l'utilisation d'infrastructures ou l'échange d'informations entre armées et société civile.

POLITIQUE DE COHÉSION : ALERTE ROUGE



De plus en plus de voix s'élèvent parmi les représentants des collectivités territoriales pour interpeller la Commission au sujet de la politique de cohésion.

Le Conseil des communes et régions d'Europe ([CCRE](#)) et la Conférence des régions périphériques maritimes ([CRPM](#)) sont récemment montés au créneau pour défendre la politique de cohésion. En effet, les sondages, réalisés en interne par la Commission européenne pour estimer des hypothèses de baisse du budget de la cohésion de 15 à 30 %, n'ont fait qu'attiser les inquiétudes.

Aux cotés des Régions, se mobilisent aussi le Comité des Régions, qui considère qu'il ne faut pas faire payer à la politique de cohésion le coût de la sortie du Royaume-Uni, et le Parlement européen au sein duquel le Vice-président de la commission du développement régional, [Younous Omarjee](#), a déclaré « *nous sommes tous mobilisés pour que les pires scénarios concernant la cohésion ne se réalisent pas* ».

Pour la commissaire à la Politique régionale, [Corina Crétu](#), qui s'exprimait le 15 novembre, la balle est dans le camp des États membres : « *Nous verrons ce que préféreront les États membres : procéder à des coupes ou essayer de combler partiellement le manque budgétaire ?* ».

ACCORDS COMMERCIAUX : PREMIER BILAN



La Commission européenne a réalisé une première mesure des effets des différents accords commerciaux de l'Union. Les Européens doivent monter en puissance, surtout les PME.

En dépit des nombreuses craintes qu'ils ont générées, il semblerait que les accords commerciaux signés par l'Union se soldent par de nettes augmentations de nos exportations. C'est en tous cas ce que traduisent les chiffres du premier [rapport](#) de la Commission européenne sur le sujet.

En termes de secteurs, les grands gagnants sont l'agriculture et l'industrie automobile ; géographiquement, les hausses les plus importantes concernent les transactions avec le Mexique (+41,6% en 12 ans), le Chili (+170% sur les 14 dernières années) ou la Corée du Sud (+62% en 4 ans).

Les auteurs insistent sur la nécessaire sensibilisation des PME de l'UE, qui se sont trop peu saisies des possibilités que permettent ces accords. D'une manière générale, les entreprises européennes utilisent moins que leurs partenaires les réductions tarifaires établies dans le cadre de ces accords commerciaux, comme par exemple les remises de droits.

AGENCES EUROPÉENNES : LES GAGNANTS SONT...



Les ministres ont décidé le 20 novembre de la future implantation des Agences européennes devant quitter prochainement le territoire britannique, conséquence directe du Brexit.

Ainsi au terme du vote des ministres des Affaires européennes, des Affaires étrangères ou de la Santé, il a été décidé de relocaliser [l'Agence européenne du Médicament \(EMA\)](#) à Amsterdam et [l'Autorité bancaire européenne \(EBA\)](#) à Paris. Ce sont donc 900 employés qui rejoindront la capitale hollandaise tandis qu'un contingent plus restreint de 170 personnes s'installera à Paris.

PARTENARIAT JEUNES/ENTREPRISES



L'élan donné par le Pacte européen pour la jeunesse aux partenariats jeunes/entreprises sera-t-il pérenne ?

[Marianne Thyssen](#), commissaire à l'Emploi et aux affaires sociales, a dressé un bilan très positif du [Pacte européen pour la jeunesse](#) : selon les chiffres de la Commissaire, il aurait créé 23 000 partenariats jeunes/entreprises dans le domaine de l'éducation et ouvert 16 000 opportunités de « formations et d'emploi de qualité aux jeunes européens ».

[Etienne Davignon](#), président de [CSR Europe](#) et qui intervenait au nom des entreprises à l'occasion du [Business-Education Summit du 23 novembre](#) dernier, a confirmé que les objectifs de ce Pacte démarré en novembre 2015 ont été largement dépassés. Le pacte ayant désormais pris fin, tous deux ont [appelé](#) de tous leurs vœux la poursuite de la collaboration, les bonnes pratiques ainsi partagées devant devenir pour eux la nouvelle norme.

RUBRIQUES



LE SAVIEZ-VOUS ?

Promotion des produits agricoles

La Commission européenne a annoncé le 15 novembre une enveloppe en hausse pour le programme de [promotion des produits agricoles](#) 2018. Le budget s'élèvera en effet à 179 millions d'euros contre 133 millions en 2017.

Selon le programme de travail annuel, les pays prioritaires seront les marchés hors UE à fort potentiel de croissance, notamment la Chine, le Japon, l'Asie du Sud-est, le Mexique, la Colombie et le Canada. En outre, les produits ciblés par les programmes doivent porter prioritairement sur les labels de qualité.

Enfin, 100 millions d'euros sont affectés aux programmes simples (qui réunissent plusieurs partenaires d'un même Etat) tandis que les 79 millions d'euros restants iront à des [programmes multiples](#). Le reste du budget sera consacré à ses propres actions de communication sur le sujet. [L'appel à propositions](#) est annoncé pour le mois de janvier 2018 « au plus tard ».

Outil de mesure de la qualité de l'air en temps réel

Lors du [Clean Air Forum](#) organisé le 16 novembre à Paris, la Commission européenne et [l'Agence européenne pour l'Environnement](#) ont annoncé la création d'une carte interactive accessible à tous permettant de connaître le niveau de pollution aux particules ou à l'ozone en temps réel via un code visuel géolocalisé mis à jour toutes les heures.

Pour vérifier la qualité de l'air dans votre région ou votre ville, il suffit donc de consulter ce [nouvel indice](#).

HARO sur la désinformation...

La Commission européenne se saisit du sujet des « fausses nouvelles » (« fake news » en anglais). Elle a ainsi ouvert, jusqu'au 23 février, une [consultation publique](#) sur les actions qui pourraient être menées pour permettre au citoyen de distinguer les informations fiables de celles qui le sont moins.

La [Commissaire en charge de l'Economie et de la société numériques, Mariya Gabriel](#), qui considère en effet de son devoir de défendre le « *droit des citoyens à une information de qualité, pierre angulaire de nos démocraties* », positionne son action autour de 3 axes : la perception et le degré de confiance, l'évaluation des mesures antérieures et les possibles mesures à prendre dans le futur.

Pour l'heure, un groupe d'experts est en composition, en charge du rapport qui devra être produit en avril 2018.

...Et sur les idées reçues

Lancés par la [Représentation de la Commission européenne à Paris](#) en décembre 2016, les [Décodeurs de l'Europe](#) se placent en défenseurs de l'Union, notamment par le biais de dessins satiriques illustrant des fiches pédagogiques. Les décodeurs reprennent souvent des questions ou des accusations le plus souvent véhiculées, pour y répondre avec humour. Au-delà de cet exercice, il s'agit également de communiquer sur ce « qui marche en Europe ».



L'EUROPE À VOTRE PORTÉE

Vous avez un projet dans le domaine de l'éducation/la formation/la jeunesse/le sport ?

L'appel à propositions Erasmus+ 2018 a été publié. Retrouvez le [ici](#) ainsi que tous les appels à propositions en cours, recherches de partenaires et consultations publiques de la Commission européenne.

Pensez également à consulter les appels à projets du site [l'Europe s'engage en région Auvergne-Rhône-Alpes](#).



DICO DE L'EUROPE

Socle européen des droits sociaux

[Adopté](#) par le Conseil, le Parlement européen et la Commission lors du Sommet social de Göteborg le 17 novembre dernier, il [définit](#) vingt principes et vise à conférer des droits essentiels et plus efficaces au citoyen.

L'objectif est de garantir le bon fonctionnement des marchés du travail et des systèmes de protection sociale. La mise en œuvre est de la responsabilité conjointe des institutions européennes, des États membres et des partenaires sociaux.

BRUXELLES DANS NOTRE RÉGION



Le 1^{er} Forum annuel de la [SUERA](#) à Munich : la Région au rendez-vous.

Le 1^{er} Forum annuel de la SUERA (stratégie de l'union européenne pour la région alpine) s'est tenu à München (Allemagne) les 23 et 24 novembre 2017, et a réuni plus de 1 000 participants autour de la Commissaire à la politique régionale, Corina Cretu et de la Ministre bavaroise des Affaires européennes et internationales Beate Merck.

La SUERA est la quatrième stratégie macro-régionale adoptée par la Commission européenne en 2015 et avalisée par le Conseil européen en 2016. Cette stratégie couvre un territoire peuplé de 80 millions d'habitants (16% de l'UE) et porte sur 48 régions situées dans sept pays dont cinq Etat membres de l'UE. Plus d'infos, cliquez [ici](#).



Débattre de la cohésion et de son avenir.

La politique de cohésion bénéficie à tous, tout en restant méconnue. Fort de ce constat, le Conseil des Communes et Régions d'Europe ([CCRE](#)) va organiser, en lien avec la Commission européenne, 60 « dialogues locaux », ou « dialogues citoyens ». Organisés sur une année à travers différentes régions européennes ils seront l'occasion « *de défendre la politique de cohésion et de discuter de ses possibles améliorations* ».

Nous vous informerons dès que le calendrier sera connu.

Délégation de la Région Auvergne-Rhône-Alpes

62, rue du Trône - B-1050 Bruxelles

Tél. (ligne française) +33 (0) 4 26 73 61 02

Tél. (ligne belge) +32 (0) 2 282 00 20

[Ecrire à la délégation](#)